



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 20 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

15 rue Henri Dagalier
38100 Grenoble

Références : 2023-178_INSP_RAP_SB_LHOIST France Ouest – Torcé-Viviers-en-Charnie

Code AIOT : 0006302786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première visite d'inspection depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) accordée le 14 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie
- Code AIOT : 0006302786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de calcaire (calcaires purs, calcaires siliceux, calcaires dolomitiques) autorisée en 2022 sur une surface d'environ 102 ha (dont 45 ha d'extraction), pour une durée de 30 ans et une production max. de 800 000 t/an. Les granulats fabriqués sont envoyés à l'usine de Neau ou, pour une partie, commercialisés directement.

Vu la nature du gisement, les arrivées d'eau sont importantes et le volet eau représente un enjeu fort pour ce site qui à la particularité de réinjecter une partie des eaux pompées dans l'excavation

près d'un captage d'eau potable à près de 2 km du site (rejet d'exhaure et de réinjection autorisé jusqu'à 1500 m³/h).

Le volume de stériles produit est conséquent et le site présente également des enjeux paysagers importants en plus des enjeux usuels inhérents à ce type d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Volet relatif à l'eau et aux milieux aquatiques pour l'essentiel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Zone humide	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.1 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
3	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.1 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours et 90 jours pour une partie
4	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
5	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
6	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
7	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.5 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours et 90 jours pour une partie
10	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
12	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours et 90 jours pour une partie

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
14	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
16	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.3 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
17	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Création de mares	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3	/	Sans objet
8	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)	/	Sans objet
19	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.2 (partiel)	/	Sans objet
11	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.1	/	Sans objet
15	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.2	/	Sans objet
18	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.2	/	Sans objet
20	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.2	/	Sans objet
22	Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas encore pris en compte l'ensemble des dispositions prescrites par son nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter concernant le volet eau. De plus, des évolutions de prescriptions basées sur son dossier semblent par ailleurs déjà nécessaires.

Certaines choses sont engagées mais les écarts sont nombreux et des améliorations doivent être apportées. Une proposition de mise en demeure relative à de nombreux points en lien avec le volet "eau" est faite au regard des constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone humide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.1 (partiel)
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.3.1 Mesures d'évitement

<p>E1 : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou à fort enjeu et/ou de leurs habitats [...]</p> <p>L'exploitant met en place des clôtures autant que de besoin autour des milieux à éviter, et en particulier au niveau de la zone humide de l'ordre de 3150 m² identifiée à l'Est du stockage de stériles Nord. L'exploitant assure un modelage de ce stockage et de ses abords de manière à épargner la zone humide et à maintenir son impluvium.</p> <p>L'exploitant n'exerce aucune activité pouvant dégrader ces milieux.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de clôtures autant que de besoin autour des milieux à éviter, et en particulier au niveau de la zone humide de l'ordre de 3150 m² identifiée à l'Est du stockage de stériles Nord.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un merlon est en place au Sud de la zone humide pour y éviter toute circulation et sans nuire à son alimentation en eau. La commande des clôtures serait faite selon l'exploitant (non vue en inspection).</p> <p>Le modelage du stockage et de ses abords sera fait à l'avancement vers la zone humide de manière à l'épargner et à maintenir son impluvium. L'exploitant n'exerce aucune activité pouvant dégrader ces milieux.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité et assurer notamment la mise en place de la clôture commandée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 2 : Création de mares

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Biodiversité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>C1 : Création de mares favorables à la reproduction des amphibiens</p> <p>Dès la première période favorable (allant septembre et janvier) suivant la notification du présent arrêté, pour compenser les impacts résiduels sur les amphibiens, dix mares de 50 m² sont créées au Sud-Ouest du site, en pied du merlon Sud et avant tout comblement des bassins actuels (cf. § mesure de réduction R1) qui sont fréquentés par ces espèces.</p> <p>Une autre mare sera créée au Nord-Ouest du site, au niveau des 3 bassins des eaux d'exhaure, alimentée par des surverses des eaux d'exhaure.</p> <p>L'exploitant réalise des mares temporaires supplémentaires, dans des zones favorables à l'avancement de l'exploitation, pour accompagner les déplacements des bassins de pompage d'exhaure.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre ces mesures dans les conditions prévues à l'article 4-3-2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2022 susvisé.</p> <p>L'exploitant s'assure que les mares créées sont suffisamment alimentées en eau notamment pendant les hivers secs et met en oeuvre les mesures nécessaires le cas échéant. En période de reproduction des batraciens (de janvier à juillet), l'exploitant réalise sur cet aspect un suivi des mares compensatoires toutes les 2 semaines (voire chaque semaine en période sèche) et un apport d'eau en cas de baisse du niveau.</p> <p>Ces mares sont protégées par des clôtures barbelées pour éviter toutes dégradations.</p>
<p>Constats : L'autorisation a été accordée le 14 décembre 2022 alors que la période favorable allant de septembre à janvier était déjà bien avancée. Dès lors, la première période favorable suivant la notification de l'autorisation débutera en septembre 2023.</p> <p>Lors de l'inspection, il a néanmoins été constaté que l'exploitant avait déjà créé 3 mares au Sud du site, en dehors du périmètre de l'autorisation accordée, sur des terrains dont il a la maîtrise foncière et une mare au Nord-Ouest du site, au niveau des 3 bassins des eaux d'exhaure.</p> <p>Concernant les 3 mares créées, l'exploitant a précisé qu'elles étaient destinées à se substituer aux 10 mares prévues par l'autorisation d'exploiter. Il a été constaté que la localisation des 10 mares prévues par l'autorisation, conformément aux indications du volet relatif à la biodiversité du dossier de demande d'autorisation d'exploiter est sur le flanc du merlon Sud. Compte tenu de la pente observée, il est impossible in-situ d'y créer ces mares. Il y a lieu de signaler qu'aucun porter à</p>

<p>connaissance de la modification engagée n'a été fait à l'administration.</p> <p>In-situ, il a également été observé que malgré la réalimentation en eau faite par l'exploitant (avec une tonne à eau), les 3 mares sont à sec et ne présentent pas d'intérêt.</p> <p>En outre, la dimension de ces creux créés est inférieure aux 50 m² prescrits.</p> <p>A ce stade, il n'y a pas eu de comblement des bassins actuels fréquentés par des amphibiens.</p> <p>La mare créée au Nord-Ouest du site comportait très peu d'eau et était a priori alimenté par la tonne et non "directement" par des surverses des eaux d'exhaure.</p> <p>Depuis l'autorisation, l'avancement ne conduit pas à réaliser de nouvelles mares temporaires supplémentaires.</p> <p>Vu ce qui précède, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures précédentes dans les conditions prévues à l'article 4-3-2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2022 susvisé de dérogation relative aux espèces protégées (notamment présence d'une couche d'argile au fond pour empêcher l'eau de s'infiltrer).</p> <p>Vu l'état des mares, la question d'un suivi des mares compensatoires toutes les 2 semaines (voire chaque semaine en période sèche) en période de reproduction des batraciens (de janvier à juillet) n'a pas été abordée lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant réalise un apport d'eau mais qui s'avère à ce stade inefficace puisque les mares ne retiennent pas les eaux. Les mares ne sont pas protégées par des clôtures barbelées pour éviter toutes dégradations. Les trois mares créées aux Sud sont séparées du reste du champ par une clôture électrique et celle au nord-est est derrière un merlon.</p> <p>Observations : Comme précisé en préambule des constats, la première période favorable suivant la notification de l'autorisation débutera en septembre 2023. De plus, il n'y a pas eu de comblement des bassins actuels fréquentés par des amphibiens.</p> <p>Compte tenu de ceci, il n'est pas proposé de suites coercitives sur cet aspect mais l'exploitant doit toutefois mettre en œuvre les mesures prescrites d'ici la fin de la prochaine période favorable (d'ici fin janvier 2024).</p> <p>Comme l'a montré l'inspection, l'emplacement prévu pour les 10 mares au Sud est inadapté. L'exploitant doit en conséquence porter à connaissance du préfet, préalablement à leur mise en œuvre, les modifications qu'il compte apporter en termes de mesures compensatoires favorables à la reproduction des amphibiens. Au regard de ce porter à connaissance, une évolution de l'autorisation d'exploiter la carrière (et par ailleurs de la dérogation relative aux espèces protégées) pourrait être envisagée.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (séparateur d'hydrocarbures, ...), les rétentions sont nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins tous les 2 ans. L'exploitant conserve pendant cinq ans tous les documents justifiant de l'entretien régulier de ces équipements et de leur point de collecte ainsi que de l'élimination des déchets qui en découlent.</p> <p>Des dispositions sont prises pour limiter l'arrivée d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués (aire de ravitaillement,...).</p> <p>[...]</p> <p>Les piézomètres mis en place sont aménagés, pour empêcher les infiltrations d'écoulements superficiels et les actes de malveillance, conformément aux règles de l'art et à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant notamment les prescriptions générales applicables à ce type d'ouvrage.</p> <p>Constats : L'AP de décembre 2022 a moins de 2 ans, l'entretien des dispositifs de collecte d'hydrocarbures n'a pas été examiné lors de l'inspection. Les rétentions sont nettoyées aussi souvent que nécessaire selon l'exploitant.</p> <p>Il a été constaté que des produits absorbants avaient été dispersés dans les rétentions dédiées aux</p>

anciens stockages de carburants et huiles. Des cuves désaffectées y sont toujours présentes ainsi que des cubitainers d'AdBlue.

Dans l'atelier, la présence de liquide a priori avec des hydrocarbures a été constatée (sur environ 5 à 8 cm) dans la rétention présente au sol sous les fûts d'huiles.

L'existence de documents justifiant de l'entretien régulier de ces équipements ainsi que de l'élimination des déchets n'a pas été examinée lors de l'inspection.

Il n'a pas été observé que des dispositions particulières sont prises pour limiter les arrivées d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués au niveau de l'aire de ravitaillement.

Il a été constaté que de nombreux piézomètres notamment mis en place avant l'autorisation de 2022 mais aussi quelques nouveaux (suivis ou non dans le cadre de l'autorisation en cours) ne satisfont pas complètement aux dispositions prescrites. Pour les 11 piézomètres suivis dans le cadre de l'autorisation en cours, les non-conformités observées concernent :

- l'absence de margelle ;
- la présence de margelles de dimensions non conformes ;
- des têtes de piézomètres non conforme en hauteur ;
- un capot de fermeture d'un piézomètre perforé (présence d'un trou) ;
- les têtes des piézomètres PZ1 et PZ5 sont HS (PZ1 suite à un débroussaillage fait dans les jours avant l'inspection selon l'exploitant).

De plus aucun piézomètre n'est identifié par une plaque.

Observations : L'exploitant doit satisfaire aux dispositions prescrites en prenant des dispositions pour limiter les arrivées d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués au niveau de l'aire de ravitaillement, en procédant à l'entretien des rétentions et en mettant en conformité les piézomètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours et 90 jours pour une partie

N° 4 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)

Thème(s) : Autre, Alimentation en eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux nécessaires au fonctionnement des installations pour le lavage des matériaux (eaux de procédé) sont uniquement des eaux non polluées collectées (ruissellement) sur le site ou des eaux d'exhaure du site. L'appoint en eau de procédé nécessaire au fonctionnement des installations de lavage des matériaux ne provient pas du réseau public. Cet appoint provient d'eaux de la carrière prélevées à hauteur d'au plus 300 m³/j et d'au plus 64 680 m³/an).

L'eau utilisée par la tonne à eau pour l'arrosage des pistes ne provient pas du réseau public, elle provient uniquement de l'exhaure.

L'eau destinée à être réinjectée à proximité du captage d'eau potable de la Houlberdière provient du bassin (plan d'eau) dédié à la réinjection conformément aux dispositions du Titre 8 du présent arrêté.

[...]

L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à supprimer l'usage d'eau potable dans les installations. L'étude examine pour chacun des usages d'eau la possibilité d'y substituer de l'eau provenant du site, elle évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années. Cette étude technico-économique examine également la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs d'arrosage fixes au niveau des secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières (notamment les pistes et aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées). Elle identifie les secteurs concernés et évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années.

L'étude justifie de plus ce qui conduit à ne pas retenir certaines dispositions identifiées.

L'étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site et l'exploitant est en mesure de justifier des dispositions mises en œuvre.

Constats : Les eaux nécessaires au fonctionnement des installations pour le lavage des matériaux (eaux de procédé) sont uniquement des eaux collectées sur le site ou des eaux d'exhaure du site.

L'appoint en eau de procédé nécessaire au fonctionnement des installations de lavage des matériaux ne provient pas du réseau public. Cet appoint provient d'eaux d'exhaure de la carrière rejetées dans le ru de la Fertinière.

L'exploitant ne disposait pas d'information sur le volume d'eau journalier (m^3/j) de l'appoint. L'exploitant a présenté un devis du 23/01/2023 relatif à la mise en place d'un débitmètre sur le pompage d'appoint et confirmé que la commande a été validée le 31/05/2023.

L'eau utilisée par la tonne à eau pour l'arrosage des pistes ne provient pas du réseau public, elle provient uniquement de l'exhaure.

L'eau destinée à être réinjectée à proximité du captage d'eau potable de la Houlberdière provient du bassin (plan d'eau) dédié à la réinjection comme prévu.

L'exploitant a engagé une étude visant à supprimer l'usage d'eau potable dans les installations. Un schéma et un chiffrage visant à remplacer l'usage d'eau du réseau public par de l'eau d'exhaure ont été présentés (ajout d'une pompe de $12 m^3/h$ notamment). L'exploitant a précisé que ces dispositions seront mises en œuvre prochainement.

Les éléments présentés ne faisaient pas mention de la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs d'arrosage fixes au niveau des secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières (notamment les pistes et aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées).

Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité en prenant les dispositions nécessaires pour justifier des volumes d'eau destinés au lavage des matériaux et en complétant l'étude technico-économique avec l'ensemble des éléments prescrits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.3

Thème(s) : Autre, Prélèvements

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée (eaux d'exhaures notamment). Ces dispositifs doivent être relevés tous les mois si le débit moyen prélevé est supérieur à $10 m^3/j$. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

Constats : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ne sont pas toutes munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les canalisations d'eau d'exhaure de la fouille en exploitation en sont pourvues mais pas le prélèvement d'eau qui est destiné au lavage des matériaux.

De même, il n'y a pas de dispositif de comptage totalisateur du volume d'eau pompé dirigé vers la réinjection d'eau potable. L'exploitant a précisé que des débitmètres étaient en commande pour y satisfaire. Pour mémoire, le volume d'eau réinjecté est comptabilisé mais une partie des eaux dirigées vers la réinjection rejoint le rejet d'exhaure par surverse.

L'exploitant a remis un tableau de suivi des eaux (fin de mois) qu'il renseigne. Les indications présentes dans ce tableau s'appuient (sauf pour le venturi au point de rejet de l'exhaure) sur les horamètres qui comptabilisent les temps de fonctionnement des pompes. Le tableau est renseigné mensuellement mais est peu lisible et ne permet pas d'appréhender directement les volumes d'eau (en m^3) prélevés. Il ne satisfait pas en l'état à l'AP. Selon l'exploitant, la conception et l'absence de liaison entre les réseaux d'eau permettent de jouer le rôle d'un dispositif anti-retour à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable.

Observations : L'exploitant doit compléter les dispositifs de suivis pour être conforme. L'exploitant doit assurer un suivi qui permette explicitement de connaître les volumes d'eau prélevés tous les mois. Dans le cadre du projet d'approvisionnement des installations avec de l'eau d'exhaure, ces dispositions devront être prises en compte en particulier l'impossibilité d'envoi d'eau de procédé (et/ou exhaure) vers le réseau d'eau potable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.4
Thème(s) : Autre, Plan des circuits des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (bassins, points de pompage, dispositifs de traitement, aire de collecte spécifique, fossé, points de rejet, point de réinjection, dispositif de confinement, vanne d'arrêt de la réinjection, deshuileurs, ...) sur les circuits des eaux.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des plans et schémas présentant les circuits des eaux dans les installations. Ces documents sont 5 vues aériennes sur lesquelles des équipements présents sont représentés et 2 schémas (2022 et 2023). Ces documents sont perfectibles et ne permettent pas d'identifier l'ensemble des équipements constitutifs des circuits des eaux. En outre, le schéma 2023, intègre des éléments qui ne figurent pas sur les vues aériennes. Les documents ne permettent pas d'identifier et de localiser le point de rejet jusqu'à l'Ambriers, ni le bassin de décantation associé à la surverse des rotoluves, ni leur point de rejet vers le ru de la Fertinière. Les deshuileurs et leurs points de rejets n'apparaissent pas (notamment celui prévu au niveau du trop plein du bassin d'eau claire conformément à l'article 6.2.6.1 de l'autorisation), ni les vannes d'arrêt de la réinjection, ni les aires de collecte des eaux météores,...). On ne sait pas où est dirigée la sortie du bassin d'eau claire de l'installation de lavage de matériaux. Les documents font apparaître des éléments nouveaux projetés (notamment nouvelles pompes pour diriger les eaux du bassin dédié à la réinjection directement vers la décantation de l'exhaure) ou non identifiés dans le cadre de l'instruction (point de rejet de l'eau des rotoluves). Sur une vue aérienne 3 pompes d'exhaure (n°1, 2 et 4) sont représentées alors que dans le tableau de suivi (cf. point de contrôle n°5 précédent) il y a 4 pompes (n°1 à 4) ce qui pose un problème de cohérence.</p> <p>Observations : Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations doit être mis à jour pour être en conformité avec l'autorisation et permettre d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents sur les circuits des eaux. L'exploitant doit mettre son circuit des eaux en conformité avec l'AP, le cas échéant, les éléments nouveaux par rapport au dossier initial devront être portés à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation (citons par exemple la gestion des eaux des rotoluves, leurs conditions de pompage, de traitement, rejet et suivi qui devront être précisées) conformément à l'article 1.4.2 de l'AP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.5 (partiel)
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...]

I – Le ravitaillement et le lavage des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les effluents collectés sur l'aire étanche de ravitaillement sont évacués comme déchets ou traités dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures.

Les éventuelles eaux souillées, liquides et résidus collectés dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures sont évacués comme déchets.

Le dispositif de ravitaillement est équipé d'un pistolet de distribution à arrêt automatique. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont entretenus en bon état de fonctionnement. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs et lors du transfert de fluides potentiellement polluants.

II - L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures et notamment de produit absorbant en sacs transportables. Des kits d'intervention d'urgence, sont présents dans les engins et à proximité des stockages de produits polluants.

III - Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les cuvettes de rétention sont conçues pour résister à l'action physique (poussée,...) et chimique (corrosion,...) des liquides éventuellement répandus et collectés.

Elles sont correctement entretenues et s'il y a lieu débarrassées des eaux météoriques et autres éléments pouvant les encombrer. Elles ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur, même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures.

Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés. L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.

Les huiles neuves sont stockées dans deux citernes aériennes d'au plus 3000 l chacune et/ou en fûts de 200 l. Les huiles usagées sont stockées dans une cuve aérienne d'au plus 1 000 l. L'ensemble des huiles est placé sur rétention dans l'atelier.

Il n'y a pas de stockage de carburant dans l'établissement.

[...]

Constats : Le ravitaillement et le lavage des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche qui n'est pas entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire présente comporte uniquement un caniveau central qui dirige les éventuelles eaux souillées vers un débourbeur séparateur à hydrocarbures.

Il n'y a pas de stockage de carburant ni de dispositif fixe (pompe) de ravitaillement sur le site.

La présence de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures n'a pas été examinée lors de l'inspection.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont normalement effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Lors de la visite, il a toutefois été constaté que 4 fûts dont 3 d'huiles étaient présents sur des palettes hors rétention, sur une aire bétonnée extérieure. L'exploitant a précisé qu'ils étaient positionnés là en raison de travaux prévus où ils sont normalement (point non vérifié lors de l'inspection).

<p>De fait, ces fûts n'étaient pas associés à une capacité de rétention contrairement à ce qui est prévu par l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Comme signalé au point de contrôle n°3, dans l'atelier, la présence de liquide a priori avec des hydrocarbures a été constatée (sur environ 5 à 8 cm de haut) dans la rétention présente au sol sous les fûts d'huiles.</p> <p>Les huiles neuves sont stockées dans deux citernes aériennes d'au plus 3000 l chacune et en fûts de 200 l. Les huiles usagées sont stockées dans une cuve aérienne qui doit être remplacée prochainement selon l'exploitant.</p> <p>Il n'y a pas de stockage de carburant dans l'établissement.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit mettre en conformité l'aire de ravitaillement et de lavage des engins de chantier ainsi que le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>La rétention sous les fûts dans l'atelier doit être nettoyée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours et 90 jours pour une partie</p>

N° 8 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux - dispositions générales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les écoulements d'eaux pluviales sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.</p> <p>Au niveau de l'excavation en cours d'exploitation, les écoulements superficiels et souterrains collectés en fond de la fouille exploitée à l'Est, sont dirigés gravitairement par un réseau de fossés de collecte jusqu'à un bassin (puisard) de fond de fouille où elles peuvent décanter et être pompées.</p> <p>Le pompage est effectué par des pompes de capacité unitaire adaptée (de l'ordre de 800 m³/h) qui permettent de dénoyer l'excavation sans préjudice du respect des dispositions fixées à l'article 6.2.7.1 pour le rejet.</p> <p>Les eaux ainsi pompées sont rejetées hors de l'excavation dans une série de 3 bassins de décantation (d'au moins 50 m², 120 m², 560 m²) situés au Nord-Ouest de la carrière, hors de l'excavation à environ 147 m NGF. Ces bassins reçoivent également le trop-plein du bassin final du dispositif de réinjection d'eau prévu à l'article 8.1.2 du présent arrêté.</p> <p>Une fois décantées, ces eaux sont dirigées dans un fossé rejoignant le ru de la Fertinière dans sa traversée de la carrière.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux de lavage des matériaux (eaux de procédé), sont utilisées en circuit fermé. L'installation de lavage des matériaux (traitement tertiaire) est alimentée en eau par pompage dans un bassin d'eau claire d'une capacité adaptée (au moins 1100 m³ – 700 m²) implanté au Sud-Est de la plateforme des installations de traitement des matériaux. Les eaux chargées après utilisation dans l'installation de traitement sont ensuite dirigées vers deux bassins de décantation successifs de capacités adaptées (au moins 1225 m³ – 315 m² chacun). Les eaux décantées sortant de ces bassins sont ensuite renvoyées vers le bassin d'eau claire. Il n'existe pas de rejet en fonctionnement normal des installations. Le bassin d'eau claire dispose néanmoins d'un trop plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées. En cas de rejet, les eaux rejoignent le circuit de rejet des eaux d'exhaure afin que tout rejet respecte les valeurs fixées dans le tableau de l'article 6.2.7.2.1. Au besoin, l'appoint en eau dans le circuit de lavage est effectué dans les conditions prévues à l'article 6.2.2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Vu les conditions climatiques, aucun écoulement d'eaux pluviales sur la carrière et ses aménagements n'a pu être observé lors de l'inspection.</p> <p>Au niveau de l'excavation en cours d'exploitation, les écoulements superficiels et souterrains sont collectés en fond de la fouille exploitée à l'Est où ils sont décantés et pompés.</p> <p>Le pompage est effectué par des pompes de capacité adaptée (la fosse est dénoyée).</p>

Les eaux pompées sont rejetées hors de l'excavation dans une série de 3 bassins de décantation de dimensions adaptées (pas d'évolutions depuis la nouvelle autorisation) situés au Nord-Ouest de la carrière, hors de l'excavation à environ 147 m NGF. Ces bassins reçoivent également le trop-plein du bassin final du dispositif de réinjection d'eau.

Une fois décantées, ces eaux sont dirigées dans un fossé rejoignant le ru de la Fertinière dans sa traversée de la carrière.

Les eaux de lavage des matériaux sont utilisées en circuit fermé. L'installation de lavage des matériaux (traitement tertiaire) est alimentée en eau par pompage dans un bassin d'eau claire d'une surface de l'ordre de 315 m² implanté au Sud-Est de la plateforme des installations de traitement des matériaux. Les eaux chargées après utilisation dans l'installation de traitement sont ensuite dirigées vers deux bassins de décantation d'une surface de l'ordre de 700 m² chacun successifs. La visite montre qu'il y a une inversion des capacités entre les bassins par rapport à l'arrêté.

Les 2 premiers bassins de décantation sont encombrés par des boues ce qui réduit leur capacité utile. Les eaux décantées sortant de ces bassins sont ensuite renvoyées vers le bassin d'eau claire. Il n'existe pas de rejet en fonctionnement normal des installations. Il n'a pas été identifié de trop plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées au niveau du bassin d'eau claire. Un orifice (tuyau) a été vu dans le bassin d'eau claire, coté route, sans que sa destination ne puisse être identifiée ni confirmée lors de l'inspection. Le regard où cet orifice semble se diriger n'était pas accessible pendant la visite.

De fait, la visite n'a pas permis de confirmer si en cas de rejet, les eaux rejoignent le circuit de rejet des eaux d'exhaure.

L'appoint en eau dans le circuit de lavage est effectué dans les conditions prévues à l'arrêté depuis un emplacement aménagé au sein de la carrière au niveau du ru de la Fertinière dont l'écoulement busé est essentiellement constitué d'eau d'exhaure.

Observations : L'exploitant doit apporter des explications concernant le trop plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées prescrit au niveau du bassin d'eau claire. Le cas échéant, une mise en conformité doit être effectuée. Il n'y a pas de rejet des eaux de procédé toutefois, un curage des 2 premiers bassins de décantation semble souhaitable pour améliorer la décantation et restaurer la capacité utile des bassins.

Après l'inspection, l'examen du dossier ayant conduit à l'autorisation montre que l'inversion des capacités des bassins est une erreur dans l'AP. Cette erreur pourra être corrigée à l'occasion d'une modification ultérieure de l'AP.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.2 (partiel)

Thème(s) : Autre, Gestion des eaux - Ru de la Fertinière et fossé du Grand Erclou

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure au moins deux fois par an que l'écoulement de l'eau dans le ru de la Fertinière s'effectue correctement et n'est pas perturbé (absence d'encombrement, de dépôts, ...) entre la route de la Jametière (point d'entrée dans la carrière au Nord) jusqu'à la sortie du busage au Sud de la RD146. L'exploitant assure les travaux d'entretien et d'aménagement éventuellement nécessaires sur cette portion du ru de la Fertinière.

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté et, le cas échéant par la suite jusqu'à ce que l'exploitation atteigne le fossé du Grand Erclou (prévu lors de la 5^{ème} phase quinquennale d'exploitation), l'exploitant s'assure que ce fossé permet l'écoulement des eaux à travers la carrière. L'exploitant assure les travaux d'entretien et d'aménagement éventuellement nécessaires sur cette portion du fossé (colmatage de doline,...).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la traçabilité et la nature des vérifications et travaux prévus par le présent article.

Constats : L'exploitant s'assure que l'écoulement de l'eau dans le ru de la Fertinière s'effectue correctement et n'est pas perturbé. L'exploitant a présenté un registre de contrôle lors de la visite. Le ru de la Fertinière est à sec à l'amont de la carrière, son écoulement à l'aval est constitué en

totalité d'eaux provenant de la carrière. L'exploitant n'a pas pu, dans le délai de 3 mois suivant la notification de l'arrêté s'assurer que le fossé du Grand Erclou s'écoule à travers la carrière dans la mesure où ce cours d'eau est à sec. L'exploitant a indiqué qu'il assurera les travaux nécessaires si besoin.

Selon l'exploitant, le repérage de l'emplacement de la doline à colmater évoquée dans le dossier pourra intervenir lorsqu'une reprise de l'écoulement du fossé interviendra.

Observations : Dès la reprise de l'écoulement du fossé, l'exploitant doit repérer la doline (si elle existe toujours) et effectuer les travaux nécessaires prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.7.1

Thème(s) : Autre, Gestion des eaux - Points de rejets (hors réinjection)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'un point de rejet canalisé vers l'extérieur de l'établissement. Comme indiqué à l'article 6.2.6.1, ce rejet concerne les eaux d'exhaures décantées qui rejoignent le ru de la Fertinière dans sa traversée de la carrière. Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet dans le ru de la Fertinière sont X= 455 634 m et Y = 6 784 283 m.

Le ru de la Fertinière transporte les eaux rejetées par la carrière jusqu'au ruisseau de l'Ambriers, au Sud de la carrière et de la RD146.

L'émissaire de rejet des eaux de la carrière vers le ru de la Fertinière est équipé d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement.

Le point de prélèvement est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès au dispositif de prélèvement qui équipe l'ouvrage de rejet vers le milieu récepteur.

Constats : L'établissement dispose d'un point de rejet canalisé vers l'extérieur de l'établissement. Ce rejet concerne les eaux d'exhaures décantées qui rejoignent le ru de la Fertinière dans sa traversée de la carrière. La visite a toutefois montré qu'un autre rejet existe comme signalé au point de contrôle n°6. Il s'agit d'un rejet canalisé des eaux décantées provenant des rotoluves. Le ru de la Fertinière transporte les eaux rejetées par la carrière jusqu'au ruisseau de l'Ambriers, au Sud de la carrière et de la RD146.

L'émissaire de rejet principal des eaux de la carrière vers le ru de la Fertinière est équipé d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur (venturi) et permet les prélèvements. Le point de prélèvement est aisément accessible.

Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'AP en supprimant le rejet "secondaire" à l'extérieur des eaux provenant des rotoluves. Le cas échéant, il doit faire un porter à connaissance au préfet les évolutions par rapport au dossier initial avec les éléments d'appréciation (les conditions de pompages, de traitement, rejet et suivi à préciser) comme déjà indiqué au point de contrôle n°6 conformément à l'article 1.4.2 de l'AP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées et superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant effectue au moins une analyse trimestrielle des eaux au niveau des points de suivis cités à l'article 6.2.8.1, sauf en C5 et C6, portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 6.2.7.2.1 ainsi que sur les nitrates.</p> <p>Pour ces cours d'eau, cette analyse trimestrielle est complétée par la modification de couleur du milieu récepteur (mesures amont/aval au niveau des points de suivis cités à l'article 6.2.8.1.2).</p> <p>Le débit du rejet R1 est également contrôlé au moins à la même fréquence.</p> <p>Pour le ruisseau de l'Ambriers, l'indice invertébrés multimétrique I2M2 est évalué annuellement à l'amont (C3), à l'aval proche (C4) et à l'aval éloigné (C5) de la confluence entre le Ru de la Fertinière.</p> <p>L'exploitant effectue au moins une analyse tous les 2 ans de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-déboureur pour s'assurer qu'elle est inférieure à 5 mg/l notamment avant nettoyage de l'équipement.</p> <p>En complément, l'exploitant met en place une mire (ou échelle limnimétrique), dans le ruisseau du Palais, au croisement de la RD38Bis et la route d'accès au Gravier Roinard (C6), sous réserve des autorisations ad'hoc (propriétaire,...). Un suivi du niveau d'eau (en m NGF) y est effectué en même temps que celui des piézomètres prévu à l'article 6.2.9.2.</p>
<p>Constats : L'exploitant effectue une analyse trimestrielle des eaux (faites les 29/03/2023 et 01/06/2023) portant au moins sur les paramètres prévus ainsi que la couleur, au niveau des points de suivis prescrits excepté dans le Ru de la Fertinière dans la mesure où il est à sec à l'amont de la carrière. L'ensemble des résultats est conforme.</p> <p>Le débit du rejet R1 est également contrôlé au moins à la même fréquence (un suivi continu existe au niveau du venturi présent).</p> <p>Pour le ruisseau de l'Ambriers, l'indice invertébrés multimétrique I2M2 n'a pas encore été évalué à la date de l'inspection (prévue tous les ans).</p> <p>L'exploitant n'a pas encore effectué d'analyse de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-déboureur (prévues tous les 2 ans).</p> <p>L'exploitant disposait d'une mire (échelle limnimétrique) sur son site. Le ruisseau est à sec, le suivi du niveau d'eau y sera effectué en même temps que celui des piézomètres.</p>
<p>Observations : Après l'inspection, à notre retour au bureau, l'exploitant a confirmé la mise en place de la mire (échelle limnimétrique) dans le ruisseau du Palais (photo communiquée).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la surveillance concerne des ouvrages privés, elle est réalisée sous réserve de l'accord des propriétaires des ouvrages.</p> <p>L'exploitant effectue au moins, une mesure en période de basses eaux et en période de hautes eaux, du niveau d'eau des points de suivis cités à l'article 6.2.8.2 et dans le bassin (plan d'eau) dédié à la réinjection d'eau. Ce suivi consiste à un relevé des hauteurs d'eau (en m NGF) dans les ouvrages.</p> <p>En complément, au niveau des piézomètres cités à l'article 6.2.8.2.1, l'exploitant effectue au moins une analyse annuelle (en période de basses eaux) des eaux portant au moins sur les paramètres suivant : pH, température, MEST, DCO, nitrates et hydrocarbures.</p>
<p>Constats : Depuis janvier 2023, l'exploitant effectue des mesures mensuelles (donc en période de hautes eaux), du niveau d'eau dans certains ouvrages.</p> <p>Aucune mesure n'a toutefois été présentée concernant les puits (P15, P21, P73, P87 et P92) où une surveillance est prescrite.</p> <p>Au niveau des piézomètres, pour les nouveaux piézomètres Npz1 et Npz2, les mesures ont débuté en juin 2023. Dans le tableau présenté, le résultat concernant Npz1 à -16,85 est vraisemblablement erroné.</p> <p>Le tableau de présentation des résultats doit clairement préciser que les hauteurs d'eau sont exprimées en m NGF car il n'y a pas d'unité indiquée.</p> <p>Concernant l'analyse annuelle en période de basses eaux dans les piézomètres, l'exploitant doit y</p>

satisfaire dès la prochaine (première depuis l'AP) période de basses eaux. L'exploitant a toutefois présenté les résultats d'analyses faites le 23/06/2023 sur certains piézomètres. Ces résultats n'appellent pas d'observations particulières. Il convient toutefois de noter qu'il n'y a pas de résultats pour les piézomètres PZ2 (devenu PZ2 bis), Npz1 et Npz2 pour lesquels un suivi est prescrit (en période de basses eaux).

Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité en effectuant en particulier les suivis du niveau d'eau dans les puits (P15, P21, P73, P87 et P92) où une surveillance est prescrite.

L'exploitant doit corriger les résultats dans son tableau de suivi et confirmer que les niveaux d'eau sont bien exprimés en mNGF.

L'exploitant devra réaliser l'analyse annuelle à venir en période de basses eaux dans tous les piézomètres concernés pour laquelle elle est prescrite (notamment PZ2 (devenu PZ2 bis), Npz1 et Npz2).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours et 90 jours pour une partie

N° 13 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.9.3

Thème(s) : Autre, Volumes d'eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document actualisé chaque année qui présente de façon synthétisée, les volumes d'eaux pompées mensuellement dans la carrière et leurs destinations (usages, rejets). Le document expose les volumes d'eaux consommés dans l'établissement, selon leurs origines (réseau public,...) par types d'usages (appoint d'eau de procédé, arrosage des pistes, abattage des poussières dans les installations ou autres).

L'exploitant met en place des dispositions et/ou équipements adaptés pour connaître chacun de ces volumes pour chaque mois.

Constats : L'exploitant a présenté un document à l'inspection des installations classées comme précisé au point de contrôle n°5 précédent.

Le tableau est renseigné mensuellement mais est peu lisible et ne permet pas d'appréhender directement les volumes d'eau (en m³) prélevés. Il ne satisfait pas en l'état à l'AP. En outre, en l'absence de dispositifs de mesures (débitmètres totalisateurs ou autres sur certains prélèvements) l'exploitant n'a pas encore mis en place des dispositions et/ou équipements adaptés pour connaître chacun des volumes (eaux consommées, selon leurs origines (réseau public,...) par types d'usages (appoint d'eau de procédé, arrosage des pistes, abattage des poussières dans les installations ou autres) pour chaque mois.

Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité et mettre en place des dispositions et/ou équipements adaptés pour connaître chacun de ces volumes pour chaque mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Principe général

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant actualise sa convention avec le gestionnaire du captage d'eau potable de la Houlberdière concernant la réinjection d'eau dans ce captage afin d'organiser les procédures de suivis et d'interventions.

Sous réserve de cette actualisation, une partie des eaux d'exhaure de la carrière est restituée dans la même nappe à près de 2 km à l'aval hydraulique de la carrière, afin de pérenniser la production

d'eau potable à partir du captage d'eau potable de la Houlberdière.
Constats : L'exploitant n'a pas actualisé sa convention avec le gestionnaire du captage d'eau potable de la Houlberdière depuis la notification de l'AP. L'exploitant travaille toutefois en étroite collaboration avec le gestionnaire depuis la mise en place de la réinjection. A la demande du gestionnaire du captage d'eau potable, le débit de réinjection a été fortement augmenté depuis fin 2022 et des travaux d'aménagement/entretien du point de réinjection ont été faits (notamment suite à des problèmes de turbidité en lien avec l'augmentation du débit réinjecté).
Observations : Bien que la collaboration soit réelle et continue avec le gestionnaire du captage d'eau potable, l'exploitant doit se mettre en conformité et actualiser sa convention avec ce dernier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de réinjection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réinjection dans la nappe souterraine s'effectue par un circuit indépendant, les eaux d'exhaure réinjectées suivent le schéma et les traitements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence en fond de carrière d'un bassin (plan d'eau) en eau dédié à la réinjection. Ce bassin est créé dans la partie Ouest de l'excavation historique et est séparé de la fouille en exploitation par un remblaiement partiel ; • pompage de l'eau de ce bassin (plan d'eau), par des pompes au débit adapté pour pouvoir fournir le débit de réinjection prévu à l'article 8.2.1 du présent arrêté. Au niveau de ce bassin (plan d'eau), un dispositif d'arrêt du pompage accessible est présent. Il est clairement signalé par un affichage in-situ ainsi que sa position pour l'arrêt du pompage. Un dispositif permet de connaître la quantité d'eau pompée conformément à l'article 6.2.3 du présent arrêté ; • l'eau pompée est dirigée vers un bassin tampon couvert adapté pour les traiter et d'au moins 400 m³, situé au Nord du site. Ce bassin tampon dispose de compartimentages, à l'aval du point d'arrivée de l'eau, avec notamment la présence d'un barrage flottant, puis d'une cloison siphonide, puis d'une cloison avec une lame de surverse équipée d'un dégrilleur ; • l'eau à réinjecter est puisée dans le compartiment (chambre de pompage) en sortie du dégrilleur et dirigée vers une canalisation de transfert qui rejoint une ancienne carrière située à l'amont à proximité du captage d'eau potable de la Houlberdière. Le transfert de l'eau est gravitaire mais un dispositif d'amorçage du transfert par pompage est présent. Au niveau de ce bassin, un dispositif d'arrêt du transfert accessible est clairement signalé par un affichage in-situ ainsi que sa position pour l'arrêt. <p>Constats : La réinjection dans la nappe souterraine s'effectue par un circuit indépendant après traitement des eaux d'exhaure réinjectées : • pompage depuis un bassin en eau en fond de fouille dédié à la réinjection (plan d'eau à l'Ouest) ; • au niveau de ce bassin, il n'y a pas de dispositif d'arrêt du pompage. De fait il n'est pas signalé par un affichage in-situ. Il n'y a pas non plus de dispositif totalisateur permettant de connaître directement la quantité d'eau pompée toutefois un horamètre permet de connaître le temps de fonctionnement des pompe et d'estimer un volume compte tenu du débit. • l'eau pompée est dirigée vers le traitement tel que prévu (pas d'évolution par rapport à la situation antérieure à l'autorisation actuelle) ; • l'eau à réinjecter suit le cheminement prévu et rejoint une ancienne carrière située à l'amont à proximité du captage d'eau potable de la Houlberdière de façon gravitaire. Au niveau du départ de la réinjection, le dispositif d'arrêt du transfert n'est pas clairement signalé par un affichage in-situ ni sa position pour l'arrêt. Avant l'arrivée d'une personne compétente sur le site, les multiples tests conduits n'ont pas permis de stopper la réinjection ni la fermeture des vannes en place (manuelle et électrique). L'arrêt de la réinjection par fermeture de la vanne électrique et de la vanne manuelle a finalement été testé avec succès avec la personne compétente arrivée sur le site. Il a été observé que le bouton d'arrêt d'urgence présent à ce niveau stoppe les pompes</p>

d'alimentation des bassins de réinjection mais pas l'écoulement de l'eau qu'ils contiennent vers le captage d'eau potable.
Observations : Après l'inspection, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées des photos des équipements (boutons de commandes et vannes) au niveau desquels il a ajouté un étiquetage permettant de connaître comment stopper la réinjection (fermeture des vannes). L'étiquetage rapidement mis en place mériterait d'être rendu encore plus lisible et explicite par un affichage mieux adapté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des dispositifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le bon fonctionnement, en particulier la bonne fermeture de la vanne de sectionnement au niveau de la canalisation de transfert de l'eau vers le point de réinjection en sortie du bassin de 400 m ³ est vérifié au moins une fois par mois. Le bon fonctionnement (calibrage) du turbidimètre et du débitmètre est vérifié périodiquement dans les conditions prévues par les fabricants, le plan d'assurance qualité susmentionné et a minima une fois par an. La justification de cette vérification est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas pu confirmer que la bonne fermeture de la vanne de sectionnement au niveau de la canalisation de transfert de l'eau vers le point de réinjection est vérifié au moins une fois par mois. L'exploitant a indiqué que le fournisseur de l'installation effectue un contrôle annuel. Aucun registre et aucun enregistrement in-situ n'ont toutefois été présentés pour confirmer cette indication. Le turbidimètre prévu n'est pas installé. Selon l'exploitant, un devis est en cours mais aucune commande n'a été présentée à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité en vérifiant mensuellement la bonne fermeture de la vanne de sectionnement au niveau de la canalisation de transfert de l'eau vers le point de réinjection et en mettant en place le turbidimètre prévu. En outre, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées la justification des vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau réinjectée - Paramètres de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'absence d'hydrocarbures et la turbidité sont suivies en continu par les dispositifs cités à l'article 8.1.2. Des analyses de la qualité des eaux de réinjection sont effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement. Elles concernent les paramètres fixés à l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine susvisé.

Les valeurs limites à respecter sont également fixées à l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine susvisé.

Constats : L'absence d'hydrocarbures est suivie en continu mais pas la turbidité en l'absence d'équipement adapté.

Des analyses de la qualité des eaux de réinjection sont effectuées sur les paramètres fixés à l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. Le fichier des résultats n'identifie pas l'organisme les ayant réalisées.

Les résultats présentés respectent les valeurs limites notamment pour la somme des substances alkylées per et polyfluorées.

Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité concernant le suivi continu de la turbidité. L'exploitant doit confirmer que les analyses de la qualité des eaux de réinjection sont effectuées par un organisme agréé.

Par courriel du 08 août 2023, pour les substances alkylées per et polyfluorées, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées le détail des résultats de l'analyse pour chacune des substances.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 18 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau réinjectée - Périodicité des analyses

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le contrôle de la qualité des eaux réinjectées est effectué d'une part au départ de la carrière (point R2) et d'autre part au point de réinjection (point R3).

Ce contrôle est semestriel (une analyse en période de basses eaux et une en période de hautes eaux) et il porte sur les paramètres traceurs définis avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable et au moins les paramètres indiqués à l'article 8.2.3.1.

Constats : Le contrôle de la qualité des eaux réinjectées est effectué d'une part au départ de la carrière (point R2) et d'autre part au point de réinjection (point R3).

Le contrôle du 13/04/2023 a été présenté et fait l'objet des observations citées au point de contrôle précédent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau de la nappe - Suivi quantitatif

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi quantitatif de l'impact de la réinjection au moins au niveau des ouvrages suivants :

- Pz3 (à proximité de la limite Nord-Ouest de la carrière, parcelle B255) ;
- Pz6 (à proximité de la limite Ouest de la carrière, parcelle B31) ;
- Npz3 (au Sud du lieu-dit Le Pressoir, sur la parcelle A66) ;
- Npz4 (au Nord du lieu-dit Le Pressoir, sur la parcelle A45) ;
- Npz5 (au niveau de l'ancienne carrière de la Houlderdière, sur la parcelle A131) ;
- Npz6 (au niveau du chemin d'accès au captage de la Houlderdière, sur la parcelle A537) ;
- Bassin (plan d'eau) dédié à la réinjection (situé dans la partie Ouest de l'excavation historique) ;

Le suivi est effectué tous les mois pendant 3 années. Ensuite, le suivi est effectué tous les trimestres

pour les années suivantes. Un suivi est fait systématiquement en période de hautes eaux et en période de basses eaux. Le suivi peut-être adapté ultérieurement en fonction des résultats. Ce suivi consiste à un relevé des hauteurs d'eau (en m NGF) dans les ouvrages. Le volume d'eau réinjecté est comptabilisé par l'exploitant et relevé tous les mois.
Constats : L'exploitant met en place un suivi quantitatif de l'impact de la réinjection par une mesure mensuelle du niveau dans les ouvrages prévus. Notons que pour Npz3 et Npz4 ce suivi a débuté en juin 2023. A défaut d'indication d'unité, il n'est pas certains que les résultats présentés soient en m NGF et ça n'est pas le cas pour Npz3, Npz4 et pour le bassin dédié à la réinjection. Le volume d'eau réinjecté est comptabilisé (un débitmètre totalisateur est présent) par l'exploitant et relevé tous les mois (relevé accessible en ligne).
Observations : L'exploitant doit corriger les résultats dans son tableau de suivi et confirmer que les niveaux d'eau sont bien exprimés en mNGF.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 20 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau de la nappe - Suivi qualitatif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au niveau des piézomètres cités à l'article 8.2.4.1, l'exploitant effectue au moins une analyse annuelle (en période de basses eaux) des eaux portant au moins sur les paramètres suivant : pH, température, MEST, DCO, nitrates et hydrocarbures.
Constats : Concernant l'analyse annuelle en période de basses eaux dans les piézomètres et le bassin dédié à la réinjection, l'exploitant doit y satisfaire dès la prochaine (la première depuis l'AP) période de basses eaux. L'exploitant a toutefois présenté les résultats d'analyses faites le 23/06/2023 sur certains piézomètres. Ces résultats n'appellent pas d'observations particulières. Il convient toutefois de noter qu'il n'y a pas de résultat pour les piézomètres Npz3, Npz4, Npz5, Npz6 ni dans le bassin dédié à la réinjection pour lesquels un suivi est prescrit (en période de basses eaux).
Observations : L'exploitant devra réaliser l'analyse annuelle à venir en période de basses eaux dans tous les piézomètres concernés et dans le bassin dédié à la réinjection pour laquelle elle est prescrite.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.1
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance mensuelle de l'absence de pertes (karstiques) d'eau de l'Ambriers. Cette surveillance visuelle est faite au moins sur la portion de l'Ambriers située entre sa confluence avec le ru de la Fertinière et la voie d'accès au lieu-dit « La Boussaie », sous réserve de l'accord des tiers pour pénétrer sur les terrains concernés. L'exploitation tient à la disposition de l'inspection des installations classées le justificatif de la réalisation de cette surveillance.
Constats : L'exploitant indique réaliser une surveillance mensuelle de l'absence de pertes (karstiques) d'eau de l'Ambriers en même temps que le suivi des piézomètres.

L'exploitation dispose d'un registre qui est perfectible, tous les passages de contrôle n'y sont pas renseignés.
Observations : L'exploitation doit se mettre en conformité pour pouvoir justifier de la réalisation mensuelle effective de chaque contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 22 : Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.2
Thème(s) : Autre, Colmatage des pertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection de pertes d'eau karstiques de l'Ambriers, l'exploitant informe la Police de l'eau, le syndicat du bassin versant de l'Erve, la municipalité de Torcé-Viviers-en-Charnies ainsi que l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Cette information décrit et localise les constatations faites et est accompagnée d'un échéancier avec une description des propositions adaptées de traitement par colmatage et reconstitution d'un matelas alluvial, voire des berges et abords,..., en tenant compte des enjeux existants (environnementaux notamment) qui sont également exposés. Le cas échéant, les accords des propriétaires des terrains concernés (passage,...) par la mise en œuvre des mesures de traitement figurent dans le document d'information.</p> <p>L'échéancier est adapté selon les pertes observées et les enjeux, mais il ne peut pas s'étendre au-delà d'un an, sauf circonstance exceptionnelle justifiée par l'exploitant (crue prolongée,...).</p> <p>La mise en œuvre effective des propositions par l'exploitant nécessite un accord préalable de la Police de l'eau.</p> <p>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, le busage de l'Ambriers présent au niveau de l'accès au petit merlon Sud est retiré afin d'améliorer l'écoulement de ce cours d'eau et de restituer sur la portion concernée une configuration du cours d'eau et à terme de ses berges similaire aux secteurs voisins.</p>
<p>Constats : Aucune perte d'eau karstique de l'Ambriers n'a été détectée depuis la délivrance de l'autorisation.</p> <p>Le busage de l'Ambriers présent au niveau de l'accès au petit merlon Sud est retiré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet